

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**  
(C.C.A.P)

Procédure de passation du marché :

**APPEL D'OFFRES OUVERT**

Articles [R. 2161-2 à R. 2161-5](#), [R. 2131-16](#), [R. 2161-3 2° à R. 2161-5](#), [R. 2162-2§2](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#), du Code de la commande publique

**Réf. : 25-A.C.M-06**

**Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 23 feuillets.**

N° de l'annexe	Intitulé des annexes	Nombre de page
<b>Annexe 1</b>	Bordereau de Prix : <i>valant annexe à l'acte d'engagement</i>	<i>comportant 1 feuillet</i>
	Bordereau de simulation Détail quantitatif estimatif	<i>Comportant 1 feuillet</i>
<b>Annexe R.G.P.D</b>	Modèle du contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles	<i>comportant 4 feuillets</i>

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

**AGENCE DE L'EAU ARTOIS -PICARDIE**

Agissant en qualité de Pouvoir Adjudicateur et de Coordonnateur du Groupement de Commandes  
constitué avec **l'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE**

200 rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal - BP 80818 - 59508 DOUAI Cedex

Tél. : 03.27.99.90.00 / Fax : 03.27.99.90.15

[www.eau-artois-picardie.fr](http://www.eau-artois-picardie.fr)

**OBJET DU MARCHÉ :**

**Prestations d'accompagnement innovantes pour l'élaboration de stratégies pour  
l'adaptation au changement climatique pour les filières agricoles et alimentaires des  
Hauts-de-France.**

- ➔ Marché de services
- ➔ Code nomenclature : 70.0G Études et recherches scientifiques fondamentales et appliquées
- ➔ Classification CPV :
  - 90700000 : Services relatifs à l'environnement
  - 79311000 : Services d'études
  - 90712000 : Planification environnementale
  - 79998000 : Services d'accompagnement professionnel

## **PLAN DÉTAILLÉ DU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

<b>ARTICLE 1 - PRÉAMBULE</b>	<b>3</b>
<b>1.1 - Les Agences de l'Eau</b>	<b>3</b>
<b>1.2 - Présentation et du contexte de l'exécution du marché mutualisé et du groupement de commandes</b>	<b>4</b>
1.2.1 - Présentation du contexte de l'exécution du marché	4
1.2.2 - Présentation du groupement de commandes inter-agences	4
<b>ARTICLE 2 - OBJET ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>5</b>
<b>2.1 - Objet de l'accord-cadre</b>	<b>5</b>
<b>2.2 - Nature de l'accord-cadre</b>	<b>5</b>
<b>2.3 - Caractéristiques principales de l'accord-cadre</b>	<b>5</b>
<b>2.4 - Durée de l'accord-cadre</b>	<b>6</b>
<b>2.5 - Groupement d'opérateurs économiques</b>	<b>6</b>
<b>2.6 - Compléments à apporter au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières</b>	<b>7</b>
<b>2.7 - Délai de validité des offres</b>	<b>7</b>
<b>2.8 - Forme des notifications et informations au titulaire</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 4 - DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL, CONFIDENTIALITE ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE</b>	<b>9</b>
<b>4.1 - Protection des données à caractère personnel</b>	<b>9</b>
<b>4.2 - Obligation de confidentialité</b>	<b>10</b>
<b>4.3 - Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats</b>	<b>10</b>
4.3.1 Utilisation des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards	10
4.3.2 Régime de l'utilisation des résultats du marché	10
<b>ARTICLE 5 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE SOUS-TRAITANCE</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 6 - ASSURANCE</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXÉCUTION ET DE LIVRAISON</b>	<b>12</b>
<b>7.1 - Lieux de d'exécution et de livraison</b>	<b>12</b>
<b>7.3 - Vérification de la conformité des prestations</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 8 - AVANCE ET ACOMPTES</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 9 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX</b>	<b>15</b>
<b>9.1 - Offre de prix</b>	<b>15</b>
<b>9.2 - Nature des prix</b>	<b>16</b>
<b>9.3 - Révision des prix et réévaluation du montant maximum</b>	<b>16</b>
9.3.1 - Révision des prix	16
9.3.2 - Réévaluation du montant maximum (clause de réexamen)	16
<b>9.4 - Contenu des prix</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT</b>	<b>17</b>
<b>10.1 - Remise des factures</b>	<b>17</b>
<b>10.2 - Paiements</b>	<b>18</b>
<b>10.3 - Paiements en cas de Cotraitance et/ou sous-traitance</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 11 - PÉNALITÉS DE RETARD ET RÉSILIATION</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 13 - CLAUSE DE RÉEXAMEN</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 14 - DÉROGATIONS</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 15 - LITIGES</b>	<b>23</b>

## **ARTICLE 1 - PRÉAMBULE**

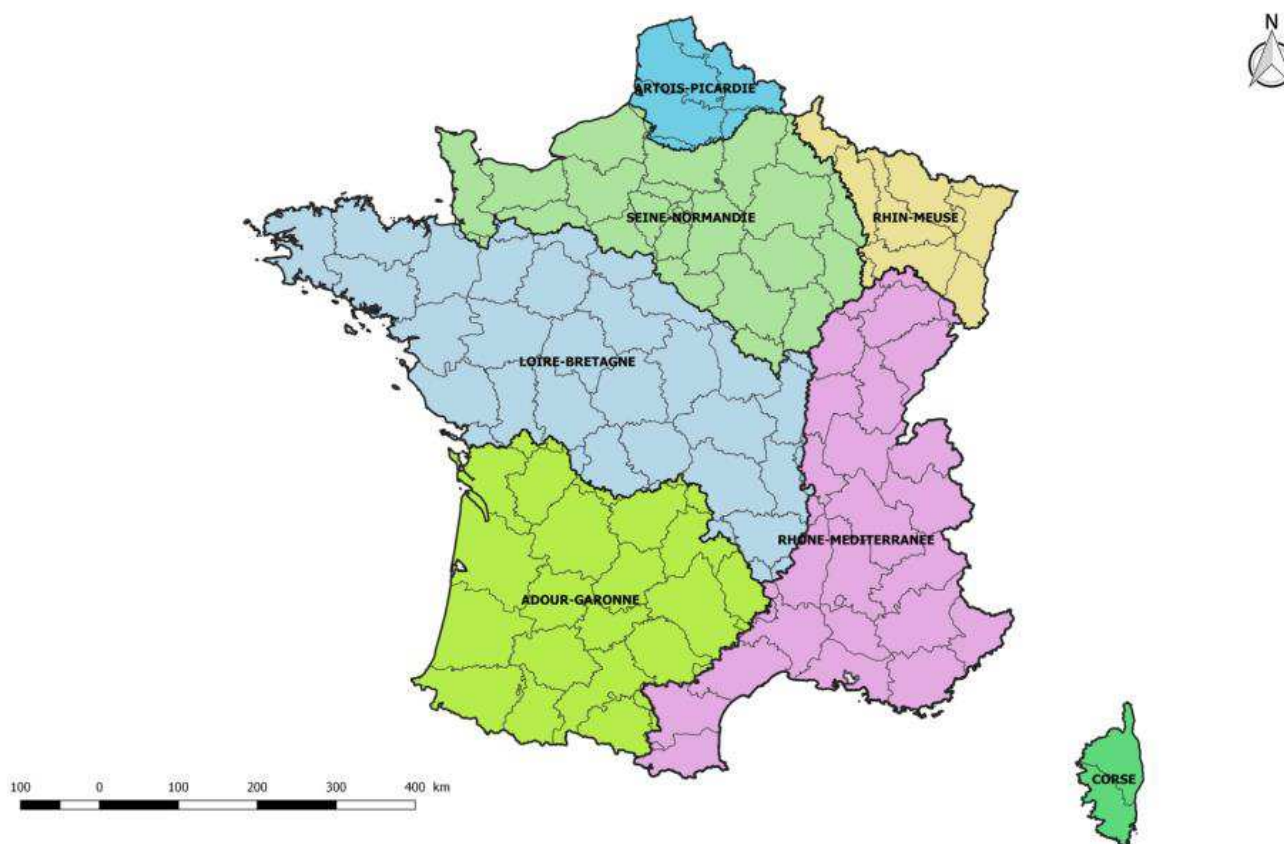
### **1.1 – Les Agences de l'Eau**

Établissements publics de l'État à caractère administratif créés par la Loi sur l'eau de 1964, les Agences de l'Eau sont chargées d'apporter aux élus et aux usagers, en collaboration avec les services de l'État, une vue d'ensemble des problèmes de l'eau, et les moyens financiers qui leur permettent d'entreprendre une politique cohérente pour lutter contre les pollutions, gérer la ressource en eau et préserver les milieux aquatiques.

Elles mettent en œuvre les objectifs prioritaires définis par leurs Comités de Bassins dans le cadre de programmes d'intervention pluriannuels. Tous les acteurs de la gestion de l'eau (collectivités, utilisateurs, administrations) sont représentés au sein d'un comité de bassin.

Les aides financières qu'elles apportent proviennent exclusivement des redevances perçues auprès des usagers de l'eau en fonction des pollutions rejetées et des prélèvements d'eau. C'est l'application du principe « pollueur payeur ».

Les Agences de l'Eau œuvrent au sein d'un réseau d'administrations et d'établissements publics, sous la tutelle du Ministère de la Transition Écologique. Il y a 6 Agences de l'Eau en France métropolitaine, correspondant aux 6 grands bassins hydrographiques et à la Corse.



## **1.2 - Présentation et du contexte de l'exécution du marché mutualisé et du groupement de commandes**

### **1.2.1 - Présentation du contexte de l'exécution du marché**

Le projet Clim'EauFil s'inscrit au sein du Plan Résilience, lancé à la suite des annonces du gouvernement en réponse à la sécheresse de 2022.

La démarche Clim'EauFil a pour finalité d'accompagner l'agriculture de la région des Hauts-de-France et ses filières à l'élaboration de stratégies d'adaptation au changement climatique, pour le futur proche (2030-2050) qui soient compatibles avec la quantité et la qualité de la ressource en eau disponible.

Le projet se découpe en 3 phases dont la 1<sup>ère</sup> a été finalisée en 2023 :

- Phase 1 : État des lieux des connaissances et préfiguration des phases suivantes.
- Phase 2 : Prospective et trajectoires de chaque filière et échanges inter-filières.
  - 2.1 : Étude de synthèse des prospectives menées par les filières, définition des variables inter-filières et description de ces variables,
  - 2.2 : Définition de la ou les trajectoire(s) régionale(s), et des feuilles de route inter-filières.
- Phase 3 : Établissement d'un programme d'actions commun à l'ensemble des filières, présentant des indicateurs chiffrés de résultat et des moyens nécessaires à sa réalisation.

**La phase 1 et la phase 2.1 ont déjà été réalisées. Ce marché concerne les phases n°2.2 et la phase n°3 (3.1 et 3.2).**

La démarche Clim'EauFil est portée par la Chambre Régionale d'Agriculture Hauts-de-France (CRA HDF), 2 agences de l'eau : Artois-Picardie (AEAP) et Seine-Normandie (AESN), la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF), la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Agrotransfert Ressources et Territoires contribue aux travaux et fait le lien avec la recherche, notamment l'INRAE.

### **1.2.2 - Présentation du groupement de commandes inter-agences**

En application de l'article L. 2113-6 du Code de la Commande Publique, un groupement de commandes est constitué entre les agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie afin de conduire cette procédure mutualisée ayant pour objet la réalisation de prestation d'accompagnement innovantes des phases 2.2 et 3 décrites ci-dessus pour l'élaboration de stratégies pour l'adaptation au changement climatique pour les filières agricoles et alimentaires des Hauts-de-France.

Au sens de l'article L. 2113-7 du Code de la Commande Publique et conformément à la convention de groupement de commandes, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, agissant au nom et pour le compte de l'ensemble des membres, est désignée Pouvoir Adjudicateur et Coordonnateur du groupement de commandes constitué entre les membres suivants :

1. L'Agence de l'Eau Artois - Picardie, Coordonnateur du groupement de commandes, 200 Rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal - BP 80818 - 59508 Douai Cedex ;
2. L'Agence de l'Eau Seine - Normandie, 12 rue de l'Industrie - CS 80148 - 92416 Courbevoie Cedex.

Les deux agences de l'eau, membres du groupement de commandes, sont solidairement responsables des opérations menées conjointement en leur nom et pour leur compte par l'agence de l'eau Artois-Picardie. Chaque membre du groupement s'assure de la bonne exécution de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 2 - OBJET ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE**

### **2.1 - Objet de l'accord-cadre**

La consultation porte sur la conclusion d'un accord-cadre en vue de la réalisation de prestations d'accompagnement innovantes pour l'élaboration de stratégies pour l'adaptation au changement climatique pour les filières agricoles et alimentaires des Hauts-de-France.

### **2.2 - Nature de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du [Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles](#) (C.C.A.G. – P.I) Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives g générales des marchés publics de prestations intellectuelles NOR : ECOM2106874A – Publié au JORF du 1<sup>er</sup> avril 2021.

Toutes les dispositions du C.C.A.G. - P.I qui ne sont ni complétées, ni modifiées, ni précisées dans les documents du marché sont applicables au marché.

### **2.3 - Caractéristiques principales de l'accord-cadre**

Le marché constitue un accord-cadre à bons de commande qui en fixe tous les termes et est conclu avec un seul opérateur économique (mono-attributaire).

Le présent accord-cadre est un marché de service, passé sous la forme d'un Appel d'Offres Ouvert dans les conditions prévues aux articles R. 2161-2 à R. 2161-5, R. 2131-16, R. 2161-3 2° à R. 2161-5, R. 2162-2§2, R. 2162-13 à R. 2162-14, du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots en application des disposition de l'article L. 2113-11 du Code de la Commande Publique. La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Les prestations forfaitaires et unitaires feront l'objet de bons de commande conformément aux dispositions des articles R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

**Pour toute la durée du marché, le montant maximum cumulé des commandes est fixé, en application de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique, à : 290 000€ T.T.C.**

Ce montant maximum pourra faire l'objet d'une réévaluation dans les conditions fixées à l'article 9.3.2 du présent C.C.A.P.

Le délai d'exécution du bon de commande court à compter de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

L'émission des bons de commandes est organisée dans les conditions fixées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les bons de commande sont notifiés, dans les conditions définies à l'article 2.8 « Forme des notifications et informations au titulaire » du présent C.C.A.P, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant d'en accuser date de réception certaine.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. La durée d'exécution des bons de commande, notifiés pendant la durée de validité du présent marché, ne pourra dépasser la durée d'exécution mentionnée dans le bon de commande sauf cas de prolongation accordée expressément par l'Agence.

## **2.4 - Durée de l'accord-cadre**

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Le marché est conclu pour une durée de 30 mois à compter de sa date de notification.

## **2.5 - Groupement d'opérateurs économiques**

Conformément aux articles R. 2142-19 à R. 2142-24 du Code de la Commande Publique, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence, le candidat peut se présenter seul ou sous la forme d'un groupement (conjoint ou solidaire).

Les candidatures et offres sont présentées soit par l'ensemble des membres d'un groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Dans les deux formes de groupement (solidaire ou conjoint), l'un des membres du groupement, sera désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'Agence de l'Eau et coordonner les prestations des membres du groupement.

Il est précisé qu'une « bourse à la co-traitance » est accessible aux soumissionnaires sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE). La bourse à la cotraitance est un outil de mise en relation pour faciliter la création de groupements momentanés d'entreprises (GME) de compétences et/ou de moyens. Les informations sur ce dispositif sont consultables via le lien ci-après :

[https://www.marchespublics.gouv.fr/docs/outils-esr2017/place/Bourse\\_cotraitance\\_mode\\_emploi6.pdf](https://www.marchespublics.gouv.fr/docs/outils-esr2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf)

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plusieurs groupements pour cet accord-cadre.

En application de l'article R. 2142-21 du Code de la Commande Publique, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements : en cas de non-respect de ces dispositions la candidature individuelle sera éliminée, seule l'offre présentée en groupement sera admise.

En application de l'article R. 2142-24 du Code de la Commande Publique, dans l'hypothèse d'un groupement conjoint, **les Agences de l'Eau imposent après attribution de l'accord-cadre que le mandataire soit solidaire du groupement conjoint pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Agence de l'Eau**. Le choix du candidat quant à la forme de sa candidature sera clairement indiqué dans son mémoire technique.

Le cas échéant, et conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la Commande Publique, chaque membre du groupement fournira les documents exigés dans la candidature ou le lien sur plateforme numérique permettant à l'Agence de l'Eau d'accéder gratuitement auxdits documents.

En application des dispositions de l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, en cas d'opération de restructuration de société survenue entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, notamment en cas de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, l'Agence de l'Eau acceptera d'examiner les candidatures, d'un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées, présentées par le titulaire en vue de continuer à participer à la procédure.

L'Agence de l'Eau se prononcera sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation définies et fixées dans le règlement de la consultation.

La sous-traitance totale des prestations objet du présent accord-cadre est interdite, cependant le candidat est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles article R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Le cas échéant, chaque entreprise sous-traitante fournira les documents exigés dans la candidature ou le lien sur plate-forme numérique permettant à l'Agence de l'Eau d'accéder auxdits documents.

## **2.6 - Compléments à apporter au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières**

Les opérateurs économiques n'ont pas à apporter de modifications au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières. Il n'est pas prévu de variante obligatoire ni de prestations supplémentaires éventuelles.

En application de l'article R. 2151-8 du code de la commande publique : **les variantes à l'initiative des candidats sont autorisées en complément de l'offre de base : les candidats ont la possibilité de proposer une variante relative** (cf. article 4.2 du règlement de la consultation).

➔ **Prestations similaires :** Selon le déroulement de l'exécution de l'accord-cadre, l'Agence de l'Eau pourra, le cas échéant, décider d'avoir recours à un marché négocié ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent accord-cadre en application de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique. Ce marché sera conclu sans publicité ni nouvelle mise en concurrence préalables.

➔ **Modification de l'accord-cadre :** Le marché peut être modifié dans les cas énumérés ci-après :

- ✎ dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique ;
- ✎ en cas difficultés liées à la survenance de circonstances exceptionnelles, conformément aux dispositions des articles L. 2711-1 à L. 2711-8 du Code de la commande publique ;
- ✎ en cas de circonstances imprévisibles affectant l'exécution du marché telles que décrites dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- ✎ lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- ✎ conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, pendant l'exécution du marché, l'Agence peut prescrire au titulaire, par bon de commande, des prestations supplémentaires ou modificatives devenus nécessaires après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le bon de commande prescrivant ces prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'Agence au titulaire fixera les prix nouveaux et définitifs retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions actées préalablement par voie d'avenant par dérogation aux articles 23.2 et 23.3 du C.C.A.G. - P.I. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

## **2.7 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres en page de garde du Règlement de la Consultation.

## **2.8 - Forme des notifications et informations au titulaire**

En application des dispositions de l'article 3.1 du C.C.A.G-P.I, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire et, le cas échéant, du sous-traitant.

Le titulaire est réputé accepter l'usage du courrier électronique pour la transmission des commandes. À ce titre, la personne physique ayant qualité pour représenter (interlocuteur unique)

le titulaire vis-à-vis des agences de l'Eau Artois-Picardie et Seine-Normandie pour l'exécution du marché, devra, préalablement, avoir communiqué son adresse électronique. Tout changement d'adresse électronique devra faire l'objet d'une information dûment notifiée à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le titulaire et, le cas échéant, le sous-traitant sont réputés avoir reçu cette notification :

- ▶ à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique,
- ▶ ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### **ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. - P.I, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante ; en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

🕒 **L'acte d'engagement (formulaire ATTRI-1)**, sur lequel l'offre est établie conformément à la décomposition indiquée par le titulaire dans l'annexe financière (bordereau des prix) jointe en annexe 1 à l'Acte d'Engagement **et le cas échéant, la déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant** à l'aide de l'acte spécial (**formulaire DC 4**).

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie adressera un acte d'engagement (ATTRI-1) pré-rempli au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché ainsi que le contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles (modèle de contrat joint en annexe A). L'attributaire devra vérifier que son offre est intégralement reportée conformément à la décomposition indiquée dans l'annexe financière n°1 à l'Acte d'Engagement.

Le cas échéant en cas de déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant à l'aide de l'acte spécial (formulaire DC 4) au stade de l'offre, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adressera, au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, le formulaire de signature de l'acte spécial présenté au stade du dépôt de l'offre (formulaire ATTRI-2). Celui-ci devra le retourner à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie au plus vite avant la notification du marché.

L'attributaire devra signer le formulaire ATTRI-1 ainsi que son annexe financière (annexe 1) et le contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles (annexe A) avant notification par voie électronique : au moyen d'un certificat de signature électronique valide par la personne ayant pouvoir pour engager l'entreprise ; ou de façon manuscrite par la personne ayant pouvoir pour engager l'entreprise ;

**En signant l'acte d'engagement (formulaire ATTRI-1), le candidat consent formellement aux clauses des documents constitutifs du présent marché :**

- L'annexe financière n°1 (bordereau des prix) jointe en annexe 1 à l'Acte d'Engagement, valant annexe à l'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes ;
- Le [Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles](#) (C.C.A.G. - P.I) Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles NOR : ECOM2106874A – Publié au JORF du 1<sup>er</sup> avril 2021 ;
- Le mémoire technique attestant la qualité technique de l'offre présentée et des autres éléments d'appréciation de l'offre, tel que décrit dans le Règlement de la Consultation ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants, postérieurs à la notification du marché ;



- L'annexe A - contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles.

Toute clause limitative de responsabilité du titulaire, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les conditions générales de vente du titulaire), ou modifiant les clauses du C.C.A.P, ou modifiant les clauses du C.C.T.P (hors proposition de variante autorisée) ou contraire à la réglementation applicable au présent marché est réputée non écrite. Les exemplaires des documents contractuels conservés par l'Agence de l'Eau font seuls foi en cas de litiges.

## **ARTICLE 4 - DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL, CONFIDENTIALITE ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

### **4.1 - Protection des données à caractère personnel**

Les Agences de l'Eau et le titulaire du présent accord-cadre (les parties) sont tenus au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché dans les conditions définies à l'article 5.2 du C.C.A.G. - P.I.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'Agence de l'eau concernée les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Ces obligations s'appliquent aux cotraitants et sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, un contrat de sous-traitance pour le traitement des données à caractère personnel, mis en œuvre par le titulaire, sera établi selon le modèle joint en annexe A.

Un contrat de sous-traitance pour le traitement de données mises à la disposition du titulaire par les agences Artois-Picardie et Seine-Normandie, sera établi selon le modèle joint en annexe A au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières. Ce contrat de sous-traitance pour le traitement de données, sera co-signé par le coordonnateur (l'Agence de l'Eau Artois-Picardie pour le compte de l'ensemble du groupement constitué avec l'agence de l'eau Seine-Normandie) et par le titulaire.

Ce contrat a pour objet de définir les obligations respectives des parties en matière de protection des données à caractère personnel et précise :

- ▶ la finalité, la description et la durée du traitement ;
- ▶ les obligations des Agences et celles du titulaire ;
- ▶ les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- ▶ les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- ▶ la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Ce contrat sera joint à la notification du présent accord-cadre. En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'Agence pourra résilier le marché pour faute en application des dispositions de l'article 39.1 point K du C.C.A.G. - P.I.

### **Coordonnées des délégués à la protection des données :**

- Pour l'agence de l'Eau Artois-Picardie : [protection.donnees@eau-artois-picardie.fr](mailto:protection.donnees@eau-artois-picardie.fr) ;
- Pour l'agence de l'eau Seine – Normandie : [dpd@aesn.fr](mailto:dpd@aesn.fr) .

- Pour le titulaire : Le titulaire indiquera à l'appui de l'annexe A les coordonnées de son/sa délégué(e) à la protection des données (DPO) s'il en a désigné un(e) (Article 37 RGPD). À défaut, il communiquera les coordonnées de son référent en matière de protection des données.

#### **4.2 – Obligation de confidentialité**

Le titulaire et les agences de l'Eau Artois-Picardie et Seine-Normandie qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel tel que définie à l'article 5.1.2 du C.C.A.G. - P.I, sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie et le titulaire ne peuvent demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'ils ont eux-mêmes rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à conserver confidentiels et à ne pas divulguer les informations et documents de quelque nature que ce soit, relatifs au fonctionnement des agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie ou à leurs agents qu'il aurait pu recueillir, obtenir ou dont il aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Le titulaire se porte garant du respect par ses agents ou les tiers travaillant pour son compte, du présent engagement de confidentialité.

En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire encourt les sanctions prévues par la loi 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée, ainsi que la résiliation pure et simple du marché aux torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Cet engagement ne concerne pas les informations et documents que le titulaire aurait pu obtenir ou connaître en dehors du cadre de son intervention, et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de sa part.

En revanche, le regroupement de ces informations, leur mise en forme ou leur analyse rentre dans le champ de l'engagement.

En cas de manquement aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, les agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie pourront résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39.1 point K) du C.C.A.G. - P.I.

#### **4.3 – Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats**

##### **4.3.1 Utilisation des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards**

Les dispositions des articles 33 et 34 du C.C.A.G. - P.I seront applicables au marché. Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par les agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie.

##### **4.3.2 Régime de l'utilisation des résultats du marché**

En application de l'article 35 du C.C.A.G.-P.I, dans le cadre du marché, le titulaire accorde aux agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie, les droits nécessaires pour utiliser ou faire

utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations du marché.

Pour permettre aux agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie d'exercer les droits qui leurs sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché.

Le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

## **ARTICLE 5 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE SOUS-TRAITANCE**

En application des dispositions de l'article 3.6 du C.C.A.G. - P.I, ainsi que des articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une partie du marché sous réserve de l'acceptation de la totalité des sous-traitants par les agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie et de l'agrément, par elles, des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie une déclaration mentionnant l'ensemble des informations listées à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique complété des renseignements listés au paragraphe 2 de l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique.

Les sous-traitants sont soumis aux mêmes obligations de déclaration que le titulaire et présentent dans les mêmes conditions que lui une documentation de présentation et de justification de la prestation dont il a la charge et ses moyens de mise en œuvre. Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution des obligations du marché.

Le titulaire est tenu de signaler à l'Agence de l'eau Artois-Picardie toute modification concernant l'étendue des prestations sous-traitées. Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement exige la modification de la déclaration de sous-traitance initiale annexée à l'offre ou de l'acte spécial.

Ce signalement interviendra par la transmission de l'acte spécial modificatif par le titulaire du marché, après le dépôt de son offre, en vue de modifier une déclaration de sous-traitance annexée à l'offre ou un acte spécial présenté en cours d'exécution d'un marché. Cette déclaration constitue un acte spécial modificatif qui remplace et annule la déclaration de sous-traitance antérieure. Cette dernière doit être précisément identifiée dans la rubrique correspondante.

## **ARTICLE 6 - ASSURANCE**

Par dérogation à l'article 9 du C.C.A.G. - P.I, les candidats justifieront, au stade de la remise de leur candidature et offre, qu'ils sont titulaires et couverts par d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et des agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

Le cas échéant, si cette attestation d'assurance n'a pas été produite au stade de la remise de l'offre, cette attestation d'assurance devra être obligatoirement produite par le candidat retenu au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la date d'émission du courrier du représentant du pouvoir adjudicateur l'informant que son offre est retenue et avant tout commencement d'exécution.

En cas d'absence de couverture insuffisante ou de résiliation de la ou des polices souscrites, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie exigera de la part du titulaire la souscription d'une nouvelle assurance ou d'une assurance complémentaire. Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à cette demande, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie se réserve le droit de résilier le marché.

## **ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXÉCUTION ET DE LIVRAISON**

### **7.1 - Lieux de d'exécution et de livraison**

○ Lieux d'exécution : **Hauts-de-France.**

○ Lieux de livraison :

- Agence de l'Eau Artois - Picardie, 200 Rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal - BP 80818 - 59508 Douai Cedex,
- Agence de l'Eau Seine - Normandie, 12 rue de l'Industrie - CS 80148 - 92416 Courbevoie Cedex.

### **7.2 – Conditions d'exécution et délais d'exécution**

La prestation devra être exécutée suivant les modalités définies dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et le cas échéant précisées sur le bon de commande.

Les délais d'exécution applicables sont précisés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières applicable. À chaque réception des bons de commandes, le titulaire effectue la prestation dans les délais indiqués par le bon de commande.

Le non-respect des délais mentionnés dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières ou dans les bons de commandes du fait du titulaire pourra conduire l'Agence de l'Eau Artois-Picardie à appliquer des pénalités de retard telles que prévues à l'article 11 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Si les délais d'exécution par le titulaire ne peuvent être respectés du fait de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et/ou Seine-Normandie ou d'un événement extérieur aux parties ayant le caractère de force majeure, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie prolonge le délai d'exécution pour le titulaire. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie les causes faisant obstacle à l'exécution du marché. Le titulaire doit, par dérogation à l'article 13.3.2 du C.C.A.G. - P.I, avertir **dès qu'il en a connaissance** l'Agence de l'Eau Artois-Picardie par télécopie ou courriel confirmé par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire précisera à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie la durée de la prolongation du délai d'exécution demandée.

Conformément aux dispositions de l'article 13.3.4 du C.C.A.G. - P.I : aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

En application des dispositions de l'article L. 2711-7 du code de la commande publique, en cas de survenance de circonstances exceptionnelles, lorsque le titulaire ne peut pas respecter le délai d'exécution d'une ou de plusieurs obligations de l'accord-cadre ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur le titulaire une charge manifestement excessive, ce délai est prolongé d'une durée équivalente à la période de non-respect

du délai d'exécution résultant directement des circonstances exceptionnelles, à la demande du titulaire présentée avant l'expiration du délai contractuel et avant l'expiration de la période de circonstances exceptionnelles.

Si un retard est imputable au titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable les pénalités conformément aux dispositions de l'article 11 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

### **7.3 – Vérification de la conformité des prestations**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'agence de l'eau de contrôler notamment que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées et a réalisé les prestations, fourni les livrables définis dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

Ces vérifications sont effectuées conjointement par les référents-pilotes des agences de l'Eau Artois-Picardie et Seine-Normandie.

L'ensemble des prestations et livrables définis dans les documents du présent marché fera l'objet de vérifications et de décisions distinctes par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Par dérogation à l'article 28.2 du C.C.A.G – P.I :

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie dispose d'un délai de **21 jours** pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

Si l'Agence ne notifie pas sa décision dans le délai de **21 jours** après le début des opérations de vérification, les prestations et/ou livrables sont considérées comme réceptionnées, avec effet à compter de l'expiration de ce délai.

#### **Réception :**

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie et Seine-Normandie prononceront la réception des prestations et/ou livrables si ceux-ci répondent aux stipulations du présent marché tant au niveau quantitatif et qualitatif.

La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception par l'Agence de l'eau Artois-Picardie au titulaire du marché qui prendra la forme d'un courriel, ou le cas échéant, à compter de l'expiration du délai de 21 jours susmentionné : la décision de réception des prestations et/ou livrables est réputée favorable.

#### **Ajournement :**

Lorsque l'agence de l'eau estime que des prestations et/ou livrables ne peuvent être admis en l'état et nécessite certaines mises au point (ajustements ou compléments), elle peut décider d'ajourner l'admission des prestations et/ou livrables concernés par une décision motivée. Cette décision (qui prendra la forme d'un courriel ou courrier) précise les éléments à modifier ou à compléter, et invite le titulaire à représenter les prestations et/ou livrables concernés, dûment mis au point, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la **notification** de ladite décision.

Le titulaire du marché doit faire connaître son acceptation dans un délai de **dix jours** à compter de la date de notification de la décision d'ajournement. Le titulaire du marché peut présenter ses observations.

En cas de refus du titulaire du marché ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'Agence de l'Eau a le choix de prononcer l'admission des prestations et/ou livrables concernés avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux paragraphes « Réfaction » et « Rejet » du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dans un délai de quinze jours courant à partir de la date de notification du refus du titulaire du marché ou à compter de l'expiration du délai de dix jours donné au titulaire du marché pour faire connaître son acceptation.

Le silence de l'Agence de l'Eau au-delà de ce délai de **quinze jours** vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire du marché présente à nouveau les prestations et/ou livrables mis au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'Agence dispose à nouveau de **quinze jours** pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire du marché.

#### **Réfaction :**

Lorsque l'Agence estime que des prestations et/ou livrables, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, elle en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision sera motivée.

Elle ne peut être notifiée au titulaire du marché qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire du marché ne présente pas d'observations dans les **quinze jours** suivant la décision de d'admission avec réfaction de l'Agence, il est réputé l'avoir acceptée.

Si le titulaire du marché formule des observations dans ce délai, l'Agence dispose ensuite de **quinze jours** pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'Agence de l'Eau est réputée avoir accepté les observations du titulaire du marché et l'admission est réputée sans réfaction.

#### **Rejet :**

Lorsque l'Agence estime que les prestations et/ou livrables sont non conformes aux stipulations du marché, tant au niveau quantitatif que qualitatif et ne peuvent être admis en l'état, même après ajournement ou avec réfaction, l'Agence en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet sera motivée et vaut mise en demeure. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire du marché est tenu d'exécuter à nouveau la prestation et/ou fournir le(s) livrable(s) dans les délais fixés dans la décision de l'Agence. Si la mise en demeure reste infructueuse, le marché sera résilié aux torts du titulaire du marché dans les conditions prévues à l'article 39.2 C.C.A.G – P.I.

### **ARTICLE 8 - AVANCE ET ACOMPTES**

➤ **Avance :** Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance sera effectué avant tout commencement d'exécution selon les modalités stipulées ci-après :

**L'option retenue concernant l'avance est l'option A (article A.11.1 du C.C.A.G. - P.I).** Sous réserve du respect des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ H.T et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %. Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique. L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant T.T.C du marché. Le remboursement de l'avance doit être terminé

quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant T.T.C des prestations du marché. Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

➤ **Acomptes** : il est fait application des dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique. Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le titulaire devra produire un décompte indiquant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations objet du marché et précisant les éléments permettant de déterminer les dites sommes. Ce décompte devra être conforme à la décomposition des prix détaillée de chaque poste fourni à l'appui de son offre.

Les opérations effectuées par le titulaire qui donnent lieu à versement d'acomptes seront constatées par un écrit de l'Agence de l'Eau attestant de l'admission des prestations (constat du service fait).

Conformément aux dispositions de l'article R2191-20 du code de la commande publique, les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Le paiement du solde ne peut intervenir qu'à la remise totale des livrables prévus ou au terme de l'exécution des prestations.

Le montant des demandes de paiement ne peut excéder le montant des prestations commandées.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Sur demande expresse du titulaire du marché, la périodicité du versement des acomptes peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du Code de la Commande publique. Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise, ce délai est ramené à un mois.

➤ **Retenue de garantie** : aucune retenue de garantie ne sera appliquée au titulaire dans le cadre du présent marché.

## **ARTICLE 9 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX**

### **9.1 - Offre de prix**

Les opérateurs économiques sont informés que l'Agence de l'Eau souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire qui est l'EURO (€).

Les candidat(s) remplissent intégralement le bordereau de prix jointe en annexe 1 et le détail quantitatif estimatif.

Les candidat(s) joindront un descriptif détaillé de la décomposition des prix forfaitaires pour chaque prestation et livrable comportant toutes les indications permettant d'apprécier les propositions de prix.

Les candidats souhaitant présenter une offre de variante en complément de leur offre de base doivent chiffrer leur offre de variante en dupliquant l'annexe 1 (BPU + DQE) et en joignant un descriptif détaillé de la décomposition des prix forfaitaires pour chaque prestation et livrable proposés à l'appui de l'offre de variante comportant toutes les indications permettant d'apprécier les propositions de prix.

## **9.2 - Nature des prix**

Le marché comporte des prestations à prix unitaire et à prix forfaitaire (prix mixte).

Les prix unitaires figurant dans le bordereau de prix joint en annexe 1 à l'acte d'engagement, seront appliqués aux quantités réellement exécutées et réceptionnées par l'Agence.

## **9.3 - Révision des prix et réévaluation du montant maximum**

### **9.3.1 - Révision des prix**

Les prix sont fermes et définitifs.

En application des dispositions de l'article R. 2112-10 du Code de la commande publique et de l'article 10.1.2 du C.C.A.G. - P.I, les prix fermes ne seront actualisés que si le délai entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (correspondant à la date de dépôt de son offre) et la date de début d'exécution effective des prestations après notification du marché est supérieur à 3 mois. Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : SYNTEC

Les prix sont actualisés, **à l'initiative du titulaire**, selon la formule suivante :  $P_a = P_0 \times [I-3/I_0]$

La signification des symboles utilisés est la suivante :

$P_0$  : Prix initial du marché

$P_a$  : Prix actualisé

$I_0$  : Valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix

$I-3$  : Valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations.

Les prix actualisés s'appliquent aux commandes émises à compter de la date de révision sous réserve de notification effective du marché.

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur. Le calcul de l'actualisation des prix est à la charge du titulaire et sera notifiée à l'Agence de l'Eau sur la base du dernier indice connu (lu) si le délai entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (correspondant à la date de dépôt de son offre) et la date de début d'exécution effective des prestations après notification du marché est supérieur à 3 mois.

### **9.3.2 - Réévaluation du montant maximum (clause de réexamen)**

L'Agence de l'eau se réserve la possibilité de procéder à un réexamen du montant maximum de l'accord-cadre et de le modifier si nécessaire à la hausse par voie d'avenant en cas de besoin supplémentaires imprévisibles ou non connus à la date de publication du marché, en cas d'atteinte ou d'insuffisance du montant maximum, en cas d'application de directives imposées par l'État, afin d'éviter une fin prématurée du marché et/ou être en mesure de couvrir les besoins supplémentaires pour la durée d'exécution restante.

Si les agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie décide d'augmenter le montant maximum, elles procéderont par voie d'avenant.

La réévaluation ne pourra excéder 50% du montant maximum fixé initialement en application des dispositions des articles R.2194-1, R.2194-2 et R. 2194-3 du code de la commande publique.

Le nouveau montant maximum s'appliquera à compter de la notification de l'avenant au titulaire concerné.

## **9.4 - Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, à son exécution, aux participations aux différentes réunions y compris la réunion de démarrage, les frais occasionnés par les déplacements (transports, restauration, hébergement, etc...), les frais annexes et nécessaires à



la réalisation des prestations et à la restitution des livrables (téléphone, reprographie, visio-conférence, frais de conception et réalisation et de mise à disposition des livrables, etc...) ainsi que tous les frais nécessaires à la réalisation du marché et afférents à son exécution ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les prix incluent également les modifications des livrables suite aux opérations de vérifications.

Les prix comprennent également, de façon définitive, tous les frais de cession des droits tels que définis à l'article 4.3 du présent C.C.A.P ; le titulaire reconnaît qu'il en a pris connaissance et ne pourra réclamer aucune somme complémentaire au titre de la Cession.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

La T.V.A. est le taux en vigueur au jour de la réalisation des prestations.

## **ARTICLE 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

Le mode de règlement choisi par l'Agence de l'Eau est le virement.

Le candidat auquel l'Agence de l'Eau envisage d'attribuer le marché indiquera dans l'acte d'engagement (Formulaire ATTRI-1) s'il renonce au bénéfice de l'avance.

Le règlement des sommes dues par l'Agence au titre du présent accord-cadre s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

Les demandes de paiement feront l'objet de factures établies par le titulaire. Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Le cas échéant, en cas de groupement et/ou de sous-traitance, le titulaire indiquera ce qui doit être réglé respectivement au mandataire, à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire après certification du service fait par les agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie.

### **10.1 - Remise des factures**

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique.

Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'Agence de l'Eau concernée nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro sera communiqué au titulaire.

Le code service ou engagement juridique de l'Agence de l'Eau concernée sera communiqué lors de la réunion de démarrage.

Les décomptes, factures ou mémoires afférents au paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement),
- la référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro d'engagement juridique ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date effective d'exécution des services ;

- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix unitaire/forfaitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le numéro de référence du bon de commande ;
- les modalités particulières de règlement ;
- les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, elle notifiera au titulaire la demande de paiement rectifiée.

## **10.2 - Paiements**

Le paiement interviendra lorsque les agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie ont constaté que les prestations ont été réalisées, et qu'elles sont conformes à leurs exigences.

### **L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est :**

• **Mme Isabelle MATYKOWSKI, Directrice Générale de l'Agence de l'Eau Artois – Picardie**  
200 Rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal - BP 80818 - 59508 Douai Cedex.

### **Le comptable assignataire chargé du paiement est :**

Madame l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE  
12, rue de l'Industrie CS 80148 92416 Courbevoie Cedex

### **Les paiements sont effectués suivant les dispositions ci-après :**

Conformément à l'article R. 2191-23 à R. 2191-25 du Code de la Commande Publique et aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le titulaire remet à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie un décompte, une facture ou mémoire précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de l'accord-cadre et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes. Il joint, si nécessaire, les pièces justificatives, notamment les tarifs et barèmes appliqués.

Le délai maximum de paiement des sommes dues est fixé à 30 jours.

En cas de défaut de paiement du prix, du fait de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, dans les 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement conforme et après exécution des prestations, le dépassement de ce délai ouvre droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

En application des dispositions des articles 8 et 9 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 susvisé :

- le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,

- le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **10.3 - Paiements en cas de Cotraitance et/ou sous-traitance**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement prévoyant une répartition des paiements entre les membres du groupement solidaire et précisant les modalités de cette répartition.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du C.C.A.G - F.C.S.

En cas de sous-traitance bénéficiant du paiement direct, **le sous-traitant adresse sa demande de paiement**, libellée au nom de l'Agence de l'Eau concernée, **au titulaire**, soit sous pli recommandé avec accusé de réception, soit par dépôt contre récépissé.

Le titulaire dispose alors de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant, d'autre part, à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Le sous-traitant adresse parallèlement à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie l'ensemble des documents qu'il a envoyé au titulaire, ainsi que la preuve de l'envoi au titulaire de ces documents, accompagnée de copies des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé.

À cet égard, il convient de bien distinguer la demande de paiement des factures elles-mêmes.

La demande de paiement doit être libellée, ainsi que l'indique les articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique, au nom de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie alors que les factures sont émises par le sous-traitant au nom du titulaire. **En aucun cas, le sous-traitant n'est habilité à émettre des factures à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.**

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai de paiement mentionné ci-après.

Ce délai court :

- soit à compter de la réception par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie de l'accord même partiel du titulaire sur le paiement demandé,
- soit à compter de l'expiration du délai de 15 jours prévu ci-dessus, si pendant ce délai le titulaire ne s'est pas manifesté,
- soit à compter de la réception de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie informe alors le titulaire des paiements qu'il effectue aux sous-traitants.

Si le sous-traitant intervient pour le compte d'un membre d'un groupement qui n'est pas le mandataire alors celui-ci est tenu de signer la demande de paiement ou de notifier son refus dans les conditions précisées ci-dessus via le mandataire.

## **ARTICLE 11 - PÉNALITÉS DE RETARD ET RÉSILIATION**

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G. - P.I, lorsque les délais d'exécution mentionnés dans les documents contractuels du présent accord-cadre, dans les bons de commandes et/ou lorsque les engagements du titulaire formulés à l'appui de son offre ne sont pas respectés par le seul fait du titulaire (sauf cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence administrative), celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, l'application des pénalités suivantes :

DÉSIGNATION DE LA PÉNALITÉ	MONTANT
<b>Pénalité pour retard :</b> ↳ dans l'exécution des prestations et/ou ↳ la livraison des livrables	Une pénalité de 100€ par jour calendaire de retard pourra être appliquée : <ul style="list-style-type: none"><li>• En cas de dépassement des délais d'exécution mentionnés dans le C.C.T.P.</li><li>• En cas de dépassement des délais de remise des livrables.</li></ul>
<b>Pénalité pour non-conformité quantitative et/ou qualitative de l'exécution</b>	En cas de non-conformité quantitative et/ou qualitative constatée : 100€ par constatation.
<b>Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité :</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;</li><li>• En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.</li></ul>

Lorsque l'agence envisage d'appliquer des pénalités de retard, elle **invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours**. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés **ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations**. À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'agence considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci et/ou à ses co-traitant et/ou sous-traitants, les pénalités pour retard **s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré**.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G. - P.I :

- le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande
- le montant des pénalités sont plafonnées à 50% du montant de la prestation concernée par l'application de la pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. - P.I, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché. Le montant des pénalités de retard sera déduit par l'Agence de l'Eau du montant du solde à verser ou à défaut lui seront facturées.

En application des dispositions de l'article L. 2711-8 du Code de la commande publique, en cas de survenance de circonstances exceptionnelles, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie d'un bon de commande ou du marché, notamment lorsqu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive :

1° Le titulaire ne peut pas être sanctionné, ni se voir appliquer les pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée pour ce motif ;

2° L'Agence pourra conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire ceux de ses besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'Agence. L'exécution du marché de substitution ne peut être effectuée aux frais et risques du titulaire initial.

**Modalités de calcul des pénalités de retard en cas de cotraitance** : Dans le cas où le titulaire est un groupement momentané d'entreprises, pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire du groupement à l'Agence de l'Eau.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité de l'Agence de l'Eau concernée à l'égard des autres entrepreneurs.

**Résiliation** : Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-14 du code de la commande publique et ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'Agence de l'Eau peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique ; les conditions de résiliation en cours d'exécution du marché sont définies aux articles 36 à 42 du C.C.A.G. - P.I. (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général). Outre les cas de résiliation prévus au C.C.A.G. - P.I, le marché peut être résilié pour les motifs suivants : manquement grave et répété à l'engagement du respect des délais. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnité.

## **ARTICLE 12 – MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE EN CAS DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET/OU SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES**

### **12.1 - Circonstances exceptionnelles**

En application des dispositions des articles L. 2711-1 à L. 2711-8 du code de la commande publique, en cas de circonstances exceptionnelles affectant les modalités de passation ou les conditions d'exécution du présent marché, l'Agence de l'Eau se réserve la possibilité de mettre en œuvre tout ou partie des dispositions et mesures temporaires prévues par décret tendant à faire face à de telles circonstances exceptionnelles, et notamment :

- d'apporter en cours de procédure les adaptations nécessaires à la poursuite de la procédure, dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats ;
- de prolonger les délais de réception des candidatures et des offres d'une durée suffisante pour permettre aux opérateurs économiques de présenter leur candidature ou de soumissionner ;
- de modifier les modalités d'exécution des prestations du marché et notamment :
  - de prolonger la durée du marché au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 si son terme intervient pendant la période de circonstances exceptionnelles et que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre. La durée de cette prolongation ne peut excéder la durée de la période de circonstances exceptionnelles, augmentée de la durée nécessaire à la remise en concurrence à l'issue de l'expiration de cette période ;
  - d'intégrer au marché de nouveaux besoins liés aux circonstances exceptionnelles.

- de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire ceux de ses besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie d'un bon de commande ou du marché, notamment lorsqu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'Agence.

Ces dispositions sont applicables non seulement lorsqu'elles sont la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la gestion de la situation exceptionnelle (mesures de confinement, fermeture de bâtiments ...), mais aussi dès lors que des mesures sont mises en œuvre par l'Agence de l'Eau en vue de limiter voire de prévenir la propagation d'une situation de crise.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

### **12.2 - Circonstances imprévisibles**

En application des dispositions des articles R. 2194-3 à R. 2194-5 du Code de la commande publique, et en application des dispositions de l'article 24 du C.C.A.G. - P.I, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que l'Agence de l'Eau et le titulaire ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par l'autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de tout ou partie des prestations prévues dans le présent marché en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations peut être prononcée par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, l'Agence de l'Eau et le titulaire conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, l'Agence de l'Eau et le titulaire conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements. Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant. À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées dans le C.C.A.G. - P.I.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

### **ARTICLE 13 - CLAUSE DE RÉEXAMEN**

En cas de circonstance imprévisible dans sa nature ou dans son ampleur (telle que définie à l'article 12.2 du présent C.C.A.P) et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, l'Agence de l'Eau et le titulaire examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, l'Agence de l'Eau et le titulaire conviennent, par voie d'avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'Agence de l'Eau d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Les surcoûts pris en charge par l'Agence de l'Eau peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées à l'article 8 du présent C.C.A.P ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

#### **ARTICLE 14 - DÉROGATIONS**

- L'article 2.6 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, déroge aux articles 23.2 et 23.3 du C.C.A.G. - P.I concernant la conclusion d'un avenant préalable à la passation des commandes de prestations supplémentaires ou modificatives.
- L'article 3 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. - P.I concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles.
- L'article 6 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 9 du C.C.A.G. - P.I, concernant les délais et modalités de transmission de l'attestation de souscription des polices d'assurance.
- L'article 7.2 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 13 du C.C.A.G. - P.I, concernant les modalités de prolongation du délai d'exécution.
- L'article 7.3 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge :
  - ▶ à l'article 28.2 du C.C.A.G. - P.I concernant le délai dont dispose l'Agence pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet
- L'article 11 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 14 du C.C.A.G. - P.I, concernant le montant et le calcul des pénalités de retard, concernant le fait que le montant total des pénalités de retard peut excéder 10% du montant total H.T du marché de la tranche considérée ou du bon de commande et concernant l'exonération des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € H.T pour l'ensemble du marché.

#### **ARTICLE 15 - LITIGES**

En cas de désaccord survenu au cours de l'exécution du marché concernant l'interprétation des stipulations du marché ou relatif à l'exécution des prestations, l'Agence de l'Eau Artois – Picardie et le titulaire s'efforceront de le résoudre à l'amiable.

Le titulaire adressera à l'Agence de l'Eau Artois – Picardie une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées dans un délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu ; le non-respect du délai entraîne la forclusion de la réclamation.

L'Agence de l'Eau Artois – Picardie disposera d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier la décision ; l'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. En l'absence d'accord amiable, tout litige se rapportant au présent marché ressort de la compétence du Tribunal Administratif de Lille, 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 Lille Cedex - Tél : 03.59.54.23.42 - Fax : 03.59.54.24.45 - adresse courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr) - site internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr/> - Greffe de l'éloignement : Télécopie : 03.59.54.24.24 - Greffe des procédures d'urgence : Télécopie : 03.59.54.24.50.

Les correspondances échangées et les documents demandés dans le cadre du présent marché sont rédigés obligatoirement en langue française.